

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
13 – 15 janvier 2019



| La guerre contre le pouvoir |

Chers compagnons,
chères compagnonnes,

Pour nous anarchistes, les mots peuvent être un piège. On peut se faire attraper par eux et construire autour de soi un labyrinthe dont nous n'arrivons plus à sortir. Les mots restent toujours approximatifs, rien d'autre qu'une tentative de saisir la réalité et d'exprimer des idées. Mais voilà, c'est un des outils à notre disposition pour s'approcher, pour jeter un pont vers d'autres compagnons, vers d'autres rebelles. En étant conscient des limites des mots, je ne peux qu'espérer que ces quelques mots-ci réussiront à traverser l'océan, à voler au-dessus des mers et des terres, à franchir les frontières et à arriver jusque chez vous à cette occasion de commémoration de la mort de l'anarchiste Sebastián Oversluij, abattu par un vigile lors d'une expropriation d'une banque à Santiago du Chili le 11 décembre 2013.¹

Parfois, peut-être à des moments tragiques comme celui de la mort de Sebastián, ou tout simplement quand nos yeux refusent de se fermer, quand nos corps refusent de se reposer, quand la nuit, nous continuons depuis notre lit à fixer le plafond, une question, une question fondamentale peut venir nous hanter. *Pourquoi sommes-nous anarchistes ? Qu'est-ce que cela veut dire être anarchiste ?* Quelqu'un pourrait dire que cette question n'est que rhétorique et donc une perte de temps, mais je ne suis pas d'accord. Comme les mots peuvent aussi construire des labyrinthes plutôt que de nous rendre capables d'*agir* – et quand je parle d'*agir*, je ne veux pas dire le simple *faire* –, nous ne devrions pas hésiter à faire appel à notre esprit critique, nourri par nos expériences. Alors, pourquoi sommes-nous anarchistes ? Parce que, et cela contrairement à d'autres courants plus ou moins révolutionnaires, nous avons identifié le mal éternel, la source de toute souffrance

16/11, Bâle (Suisse).

La façade de l'entrée en verre de l'*Institut de Médecine Légale* (IRM), qui s'occupe entre autres d'analyser les traces ADN et de créer des profils transmis à la base nationale de données ADN, est attaquée au marteau dans la nuit. Revendiqué par *Des personnes pourvues de mauvais gènes...*, notamment parce que « *cet institut ne fait pas uniquement partie des autorités répressives mais il est en partie responsable de l'application répressive et disciplinaire de cette technologie.* »

27/11 et 20/12, Berlin (Allemagne).

Deux véhicules de l'entreprise *KONE* (oui oui, celle des ascenseurs) sont incendiés dans les quartiers de Lichtenberg et de Friedrichshain. La revendication signée *Société Anonyme Elbchaussee*, se termine par « *Les systèmes de verrouillage de portes de KONE dans les prisons berlinoises permettent notamment de priver les prisonnier.e.s de leur liberté. Ni coupables ni innocents ! Défendons les émeutes de Hambourg !* »

DECEMBRE 2018

11/12, Saint-Julien-des-Landes (France).

En Vendée, une antenne relais téléphonique *Orange* est incendiée dans la nuit à l'aide de pneus. *Orange* a dû coucher au sol le mât de l'antenne le lendemain, trop endommagé par cette attaque.

15/12, Hambourg (Allemagne). Depuis le début du mois de décembre, au moins trente-cinq panneaux publicitaires de *JCDecaux* et *Stroer*, affichant des publicités pour l'armée et la police, sont réduits en miettes.

et oppression, dans ce principe qui domine le monde dans lequel nous vivons : *le pouvoir*. Le pouvoir, contrairement à la « force » ou à la « puissance » que nous pourrions comprendre comme la capacité de faire quelque chose, de répondre aux défis que pose la lutte, c'est lui que nous combattons, et nous le combattons parce qu'il est incompatible avec la liberté. Il ne peut pas y avoir de liberté tant qu'existe le pouvoir. Donc, en poursuivant le raisonnement : si nous voulons la liberté, nous devons détruire le pouvoir. Nous ne pouvons pas le réformer, nous ne pouvons pas le rendre plus acceptable, nous ne pouvons pas l'améliorer. Nous ne pouvons faire qu'une chose : le détruire, le détruire de fond en comble. Au fond, l'anarchisme n'est pas seulement ce rêve que nous pourrions avoir de liberté, d'une vie sans contraintes ni exploitation, d'une vie profonde, riche, de beauté, de joie, de jeu, d'exploration –l'anarchisme peut bien être ça, et la flamme de ce rêve dont je suis tombé amoureux continue à brûler dans mon cœur–, mais l'anarchisme veut dire aussi, et peut-être même avant tout, *destruction*.

La destruction de tout ce qui incarne le pouvoir, non seulement en tant qu'idée, mais aussi en tant que structures physiques et que personnes. L'État serait juste un spectre s'il n'était qu'une idée, mais ce n'est pas un spectre, il se matérialise dans des structures et des hommes. Des bâtiments du gouvernement, des commissariats, des prisons, des écoles, et aussi des politiciens, des flics, des matons et des prêtres. La dimension destructive de l'anarchisme est, à mon avis, double : elle corrode l'idée de pouvoir et ses idéologies, cette obéissance qui semble éternelle et dont les exploités sont capables ; et elle attaque, pour *détruire*, pas pour convaincre ou persuader, les structures physiques et les personnes qui incarnent le pouvoir. À partir de là, il ne peut y avoir de paix, il ne peut y avoir de trêve dans les hostilités : l'anarchisme mène une guerre contre le pouvoir, une guerre difficile, incessante, parfois douloureuse, mais aussi joyeuse. Contre le pouvoir et pour la liberté.

Et moi alors, comme anarchiste ? Je ne suis certainement pas un *soldat* dans cette guerre de l'anarchisme contre le pouvoir. Il n'y a pas d'ordre auquel obéir, il n'y a pas de leaders à suivre, le choix reste toujours pour moi, comme individu, tout comme il le reste pour mes compagnons, d'autres individus. Mais je ne suis pas non plus seulement un rebelle qui réagit, à l'occasion peut-

être féroce, à la souffrance qu'on lui impose. Oui, je me rebelle, je me révolte, mais j'aspire à être plus que cela. Je connais beaucoup de compagnons anarchistes qui sont certes des rebelles, mais qui sont aussi quelque chose de plus. Parfois cela les différencie aussi d'autres gens qui se révoltent. Et je suis en train de dire cela sans aucun mépris pour les révoltés, sans aucun sentiment de supériorité. Simple, l'anarchisme, ce n'est pas juste la révolte, ce n'est pas juste ré-agir, y compris violemment, à la violence et la brutalité du pouvoir. L'anarchisme cherche, à mon avis, à nous projeter dans une autre dimension, dans la dimension de l'*agir*. Encore une fois, des mots peuvent être traîtres, mais j'appelle cette autre dimension, la dimension *révolutionnaire*. Révolutionnaire, parce qu'en tant qu'anarchiste, je ne veux pas seulement me rebeller contre ce qui m'est imposé et ce qui est imposé au reste du monde : je veux aller au-delà, je veux développer un projet destructif pour effacer, annihiler, raser ce qui est à la racine de la souffrance illimitée dans ce monde, les bains de sang et les massacres sur lesquels tout pouvoir (qu'il soit dictatorial, démocratique, socialiste ou religieux) repose. Cette conscience-là fait des anarchistes quelque chose d'autre que des rebelles. Ce sont des rebelles avec une vision, avec un projet, avec une perspective, avec un rêve particulier.

Bien sûr, peut-être objecterez-vous que de nombreux anarchistes d'aujourd'hui ne veulent pas entendre parler de perspectives, ou peut-être qu'ils en ont une, mais passent ensuite leur temps à bavarder, à commenter ce qui se passe. C'est vrai, mais en fin de compte, tout cela ne devrait pas nous concerner. Nous ne sommes pas des missionnaires qui veulent séduire d'autres personnes, pas même d'autres anarchistes, pour rejoindre une chapelle. Nous ne sommes pas obsédés par la fascination magique du nombre, par combien nous sommes. Nous voulons agir, ici et maintenant, nous voulons développer un projet de combat – même provisoire – qui nous permette de faire des incursions dans la réalité, de la transformer (par la destruction), pas uniquement de la supporter d'une façon ou d'une autre. Chers compagnons, cela me pèse de m'exprimer avec des mots, tellement ils sont limités, tellement ils peuvent vite devenir des pièges où toute compréhension réciproque s'écroule, mais je ne peux qu'essayer. Permettez-moi de donner un exemple. En 1930 à Montevideo, plusieurs prisonniers anarchistes se sont évadés de la prison de Punta Car-

mi-décembre, Col de l'Arzelier (France).

En Isère, la dameuse et le télésiège de la station de ski sont sabotés. Le 20 décembre, deux jours avant la saison hivernale, la mairie déjà en difficulté financière annonce donc la fermeture définitive de son industrie du tourisme.

15-31/12, Montbéliard (France). Dans le Doubs, six caméras de surveillance du quartier de la Petite Hollande sont sabotées en quinze jours, malgré la présence de dents acérées sur le mât et de capteurs de secousses «*anormales*». Certains saboteurs ont utilisé une double-échelle de huit mètres de haut pour détruire les yeux de l'État au marteau.

16/12, Carcassonne (France). Dans l'Aude vers 2h du matin, une armoire électrique de signalisation est incendiée le long de la voie ferrée. Les trains Toulouse/Narbonne sont impactés.

16/12, Saint-Cézaire-sur-Siagne (France). Dans les Alpes-Maritime, un sous-répartiteur de l'opérateur *Orange* raccordant 630 foyers à internet est incendié.

16/12, Toulouse (France). Dans le quartier des Minimes, l'entrée des enseignants et du personnel de l'école primaire est ravagée par un feu déclenché avec une poubelle et des palettes. Le 5 janvier dans le quartier de Lafourguette, une seconde école primaire doit fermer ses portes suite à l'incendie d'une voiture stationnée devant l'entrée principale.

16/12, Bâle (Suisse).

Dans la nuit, une voiture du fabricant de matériel de guerre et de contrôle technologisé *Siemens* part en fumée. Elle est suivie par une camionnette du constructeur *Implenia*, qui s'enrichit en construisant des prisons. « *Que crève ce vieux monde ! Vive l'anarchie !* » précise la revendication.

16/12, Coulounieix-Chamiers (France).

En Dordogne, un « *incendie d'origine inconnue* » ravage peu après 5h du matin 1000 m² de bâtiments du *Laboratoire départemental d'analyse et de recherche*, fleuron national de l'analyse et la recherche biologique. Le feu dans ce rouage essentiel de la gestion des normes par l'État (eaux et environnement, hygiène alimentaire et santé animale) n'a été maîtrisé que cinq heures plus tard, et les dégâts sont évalués à au moins 15 millions d'euros.

18/12, Leipzig (Allemagne).

Un utilitaire de l'entreprise d'armement *ThyssenKrupp* est incendié, comme réponse à la menace de l'invasion de l'armée turque du Rojava et en solidarité avec les luttes dans les régions kurdes.

19/12, Saint-Gilles (Belgique.)

A Bruxelles vers 20h40, le feu est bouté au commissariat. Malgré l'intervention rapide des pompiers, les flammes endommagent la façade et la fumée envahit le poulailler. Les policiers présents sont évacués. Plus tard, un enfant de 12 ans a été arrêté et aurait avoué avoir rassemblé quelques sacs de poubelles pour papiers et cartons... avant de les allumer devant la grille d'aération du commissariat.

retas à travers un tunnel creusé sous le mur d'enceinte. Une action merveilleuse, mais je veux pousser la réflexion au-delà de l'admiration. Ce tunnel n'est pas tombé du ciel, ce n'était pas quelque chose d'improvisé, ce n'était pas juste une réaction rapide et intelligente d'anarchistes enfermés dans une prison qui ont saisi l'occasion pour s'enfuir. Non. Plusieurs mois avant l'évasion, un compagnon était venu louer une maison en face de la prison. Il y avait installé une charbonnerie, il vendait et livrait du charbon. Les affaires allaient bon train, tout semblait normal. Mais un peu plus tard, d'autres compagnons sont arrivés, en secret, et ils ont commencé à creuser un tunnel depuis cette charbonnerie. Ils ont passé des mois à le creuser, risquant tous les jours d'être découverts. Ce que je veux dire, c'est ceci : ces compagnons-là avaient un projet, et avec beaucoup d'efforts et beaucoup de patience, ils ont assemblé les pièces, les éléments de leur projet, pour finalement réussir à accomplir leur objectif. Bon, ce n'est qu'un exemple, mais je le donne car il montre ce dont on peut devenir capable quand on a un projet. L'organisation de l'évasion de compagnons incarcérés n'est qu'un exemple. Des projets encore plus ambitieux, encore plus vastes peuvent être imaginés, et peut-être en ce moment même ils sont en train d'être imaginés et travaillés par des compagnons.

Mais un projet, c'est vrai, cela ne tombe pas du ciel. Et cela a besoin de tout. Cela a besoin de réflexion, d'analyse de la situation, de l'acquisition de moyens et de connaissances techniques, cela requiert probablement le concours d'autres compagnons, de compagnons avec lesquels nous sommes en *affinité* (ce qui est autre chose que la simple dénomination d'« anarchiste », car l'affinité nous permet d'agir ensemble, alors que le fait que quelqu'un soit anarchiste ne me permet pas automatiquement d'agir ensemble, il faut quelque chose de plus). Le projet a besoin d'une sorte d'organisation, pas de l'Organisation avec la majuscule, mais d'une organisation au sens de réunir les éléments pour notre projet, de l'organisation *informelle*. Peut-être qu'avoir un projet revient à avoir un plan, un plan révolutionnaire. Parfois, un projet peut aussi avoir des objectifs plus limités (ce qui n'enlève rien à son importance), par exemple la libération de compagnons enfermés, ou la destruction d'une structure du pouvoir particulièrement détestable comme une nouvelle mine, une nouvelle prison, une nouvelle usine ; mais il peut également aller aussi loin qu'une vaste insurrection de toute une région, pays, continent ! Le projet, c'est une des fa-

çons qui peuvent nous permettre d'aller au-delà du *faire* (faire, au sens de ce que les anarchistes font de toute façon : diffuser leurs idées, participer à des manifestations, ouvrir des locaux, occasionnellement frapper l'ennemi) et nous fait entrer dans le domaine de l'*agir*, dans la dimension où l'initiative devient nôtre. Évidemment, ceux qui veulent à l'avance des garanties que tel ou tel projet va marcher, que nous allons pouvoir accomplir l'objectif que nous voulons atteindre, seront déçus : il n'y a pas de certitudes, il n'y a pas de garanties, tout peut échouer. Mais je ne considère pas cela comme une raison suffisante d'abandonner le fait d'avoir une projectualité.

Peut-être ces mots sonnent-ils creux pour vous, c'est possible, pourquoi pas ? Mais peut-être pas, et s'ouvrent alors d'autres horizons. Le moment c'est maintenant, chères compagnonnes. Je vous écris depuis l'Europe, et oui, je peux vous dire que le moment c'est maintenant. La société est en train de changer rapidement, les technologies ne sont pas seulement en train de changer les habitudes des exploités et les capacités des exploités pour les exploiter encore plus, elles sont aussi en train de changer l'être humain. Elles sont en train d'aplatir l'être humain, de le rendre plus stupide, creux, superficiel, sans passions ni haines : un esclave qui n'a plus la capacité de comprendre qu'il est esclave. Et pendant ce temps, le massacre continue, ces massacres aux portes de ce qu'on appelle avec prétention « le vieux continent », et aussi au sein même de ce dernier. Un nouveau monde est en train de naître, pas un monde d'anarchie, mais un monde de soumission durable, de plus de carnage, de plus de souffrance. Nous ne pouvons pas juste rester-là et observer. Les pronostics sont certainement contre nous, au moins ici en Europe, mais renoncer reviendrait à renoncer à la vie même que nombre d'entre nous ont choisi : une vie en guerre contre le pouvoir, une vie de lutte pour un rêve, pour l'idée, dont je suis tombé amoureux : la liberté. Creusons le passé des expériences anarchistes pour en tirer de l'inspiration (juste pour donner un exemple rapide : pensez à ces compagnons qui proposaient des actions relativement simples, diffuses sur tout le territoire, contre les structures périphériques de la domination, comme dans les années 80 en Italie lorsque des centaines de pylônes d'électricité ont été sciés ou exposés – imaginez une telle vague de sabotages contre les structures énergétiques qui font fonctionner presque chaque structure de l'État et du capital !), mais jetons aussi à la poubelle la merde dans laquelle le mouvement anarchiste a été pris par le passé ;

20/12, Saint-Germain-en-Laye (France).

Dans les Yvelines, les armoires de raccordement à la fibre optique (des PMZ pour « *Point de Mutualisation de zone*») du quartier Bel-Air, subissent des attaques régulières qui fracturent leur porte pour arracher ou sectionner ses câbles, causant des coupures d'Internet, de télévision et de téléphone fixe dans les alentours.

20/12, Leipzig (Allemagne).

Les vitres de trois commerces (le fastfood *Pizza Revolution*, un bar à bobos et une filiale de l'assureur *Allianz*) sont brisées lors d'un raid nocturne contre la gentrification. La revendication se termine sur « *pour l'anarchie* ».

20 et 28/12, Montdragon/Lapalud (France).

Dans le Vaucluse aux alentours de Bollène, trois armoires électriques sont incendiées dans la nuit du 20 décembre le long d'une voie TGV. Bis repetita la nuit du 28 décembre, où ce sont cette fois des boîtiers électroniques qui sont sabotés, provoquant de nouveaux retards sur cette ligne TGV passant par Bollène.

20/12, Bonnée (France).

Dans le Loiret, des pneus sont placés contre la porte d'entrée de la mairie et enflammés vers 2h du matin. L'incendie détruit les portes et la fumée envahit tout le rez-de-chaussée, rendant le bâtiment inutilisable.

20/12, Saint-Vulbas (France).

Dans l'Ain, une discrète armoire de nœud de raccordement à la fibre optique est incendiée dans la zone industrielle de la *Plaine de l'Ain* (Pipa) vers 4h du

matin. Les inconnus ont forcé l'armoire, placé un pneu et des journaux puis déversé un produit inflammable dessus. Cinquante entreprises sont privées de tout accès à Internet et des dizaines d'autres indirectement.

22/12, Thessalonique (Grèce). Lors des commémorations du 6 décembre autour de l'assassinat de Alexis Grigoropoulos, et « *tout en considérant erroné de vouloir capitaliser sur ce genre d'épisodes de conflictualité diffuse* », un groupe communique à propos de l'attaque de ce jour-là contre le siège de l'OTAN à coup de molotovs contre le bâtiment, des véhicules de l'OTAN et du 3e Corps d'Infanterie de l'armée grecque. « *L'acte parle de soi : aux interventions militaires, à l'implication de l'OTAN dans tous les coins de la planète, à la préparation de la guerre et à l'intensification du militarisme, nous répondons avec le feu. [...] Contre la nation et les armées, contre la guerre et la militarisation* ». L'attaque avait été passée sous silence par la presse.

23/12, Niort (France). Dans les Deux-Sèvres, la permanence du député *La République En Marche* perd sa vitre.

23/12, Bernis (France). Dans le Gard, une antenne-relais de téléphonie mobile *Orange* est incendiée le long de l'autoroute A9. Les flammes ont fait leur office en embrasant le pylône et en endommageant « *sévèrement* » les câbles d'alimentation.

23/12, Nancy (France). En Meurthe-et-Moselle, le local du *Parti socialiste* perd sa vitre grâce à un panneau de signalisation préalablement

affirmons, contre tous ceux qui ne semblent désirer que le dernier objet technologique, notre amour de la liberté – et notre haine du pouvoir. La guerre des anarchistes contre le pouvoir se meut sur des terrains difficiles, mais elle n'est pas encore finie. Rien n'est impossible, mais il faut qu'on s'y mette. Réunir les moyens et les capacités pour le projet que nous avons en tête, nous préparer pour les efforts qu'il pourrait requérir, ou plutôt, qu'il requerra.

Pour conclure, je voudrais rappeler quelques phrases d'un journal né aux États-Unis, la *Cronaca Sovversiva*, le journal des anarchistes qui avaient déclaré la guerre à l'État au moment où tant de gens rejoignaient les rangs des armées en train de se massacrer mutuellement lors de la Première Guerre mondiale, le journal de ces anarchistes qui parlaient d'un « *anarchisme autonome* », d'un anarchisme qui n'est pas obsédé par des organisations quantitatives, le journal de ces anarchistes qui ont frappé inlassablement jusque les personnes les plus puissantes des États-Unis. Dans le numéro du 13 mars 1915, en pleine propagande belliciste, ces anarchistes affirmaient : « *Que faire ? Continuer la bonne guerre, la guerre qui ne connaît ni peur, ni scrupules, ni pitié, ni trêve, même si à travers l'expérience quotidienne du guet-apens, face aux légions écrasantes de l'ennemi, l'audace et le courage doivent s'entourer de sagacité et de prudence ; la guerre d'extermination contre les vampires du capital, contre les brutes de l'ordre, dans tous leurs repaires* ».

Continuons à mener la seule bonne guerre : la guerre pour la destruction du pouvoir.



[Contribution lue à Santiago du Chili lors d'une activité d'hommage à Sebastián Oversluij, fin décembre 2018.]

1. Dans la matinée du 11 décembre 2013, le compagnon Sebastián Oversluij se préparait à exproprier une agence bancaire dans la commune de Pudahuel dans la capitale chilienne. En entrant dans l'agence, le compagnon « *Angry* » a dégainé la mitraillette qu'il portait sous ses vêtements en annonçant l'assaut. Un misérable vigile a alors immédiatement abattu le compagnon. Cette ordure en uniforme avait un entraînement militaire et une grande expérience de mercenaire en Haïti et en Irak. Plus tard, deux anarchistes qui se seraient trouvés à l'extérieur de la banque ont été arrêtés et condamnés pour leur participation au braquage.

| Suicide assisté d'éoliennes |

A Limouzinière (Loire-Atlantique) la nuit de mercredi à jeudi 3 janvier 2019, aux environs de minuit, le moteur d'une éolienne industrielle a été détruit par un incendie. La nacelle située à 80 mètres du sol s'est enflammée, mais n'a pas été le seul élément touché : les pales ainsi que la partie située juste sous la nacelle ont également subi l'assaut des flammes. « *On peut d'ores et déjà dire que les dégâts s'élèvent à plusieurs centaines de milliers d'euros* », estime le directeur général adjoint d'*Engie Green*, qui exploite trois des six éoliennes du site.

Les éoliennes industrielles sont généralement équipées de systèmes d'alertes à distance. *Engie Green*, qui en exploite 750 à travers le pays, a basé son centre de supervision à distance à Châlons-en-Champagne, qui reçoit « *toutes les données et toutes les alarmes* » en continu (24h/24, 7j/7). Entre le début d'un incendie et le déclenchement de l'alerte, il existe heureusement un temps de latence de plusieurs dizaines de longues minutes – le temps que le feu fasse son office et que l'éolienne s'arrête –, et dans le cas de Limouzinière, ce sont par exemple des riverains qui ont d'abord prévenu les pompiers.

Si les causes de cette destruction incendiaire sont pour l'heure classées comme « *inconnues* » et « *obscur* » par les autorités pour ne pas donner de mauvaises idées, on notera toutefois que selon la base de données étatique *Aria*, il n'y a eu jusqu'ici que 18 cas d'incendies depuis 2003 sur plus de 10 000 éoliennes installées à ce jour en France. A l'exception des fameux impacts de foudre contre lesquels elles sont protégées ou des tempêtes, il s'agit la plupart du temps de « *cas de malveillance* » qui privent ce monde du jus dont il a désespérément besoin. Sauf à croire au miracle de la combustion spontanée ou de penser qu'une éolienne puisse se suicider, et pendant qu'on y est aux alentours de minuit, bien entendu...

Le lendemain au lieu-dit Rouvray, en Lanouée près de Ploërmel (Morbihan), soit la nuit de jeudi à vendredi 4 janvier 2019 vers 1h du matin, c'est cette fois le transformateur électrique de 20 000 volts appartenant à la

descellé qui atterrit en plein dans le mille.

24/12, Ussel (France).
En Corrèze, les 700m² de l'atelier de maintenance de l'entreprise spécialisée dans les travaux forestiers *Mecafor* partent en fumée. Deux camions et trois engins très spécifiques sont détruits, provoquant quatre millions d'euros de perte. Des tags « *Ni usine ni coupe rase / La forêt : L'extase* » ou « *A quoi rêve la forêt cet hiver ?* » sont retrouvés sur place. Le communiqué de revendication précise notamment le nom des intérêts forestiers impliqués dans le projet d'une future usine à pellets : « *CFBL dégage / SOMIVAL dégage / CIBV dégage / UNISYLVA dégage / Macron dégage / Fuck Google.* »

24/12, St-Clair-les-Roches (France).
Dans la Drôme, une guérite de signalisation SNCF est incendiée. La ligne Valence-Lyon et celle vers Marseille est impactée par des retards (la SNCF annonce un délai de 2 à 4 semaines pour les réparations), plus trois gares (Vienne, St-Clair-les-Roches et le Péage-de-Roussillon) non desservies.

24/12, Colombier (France).
En Dordogne, la mairie doit fermer suite à un incendie mis à partir de sa boîte aux lettres. Un peu plus loin, ce sont deux autres feux qui s'en prennent au local technique appartenant à la *Communauté d'agglomération bergeracoise* et à la *Maison des services publics*, avec moins de succès.

24/12, Casseuil (France).
En Gironde, l'antenne-relais de 120 mètres de haut utilisée par plusieurs opérateurs est

incendiée après que son grillage ait été découpé.

24/12, Gênes (Italie).

Un local technique de l'*Institut italien de technologie* (IIT), dont l'objet est le développement technologique et les politiques nationales en faveur de la techno-science, est incendié, en déjouant la surveillance 24h/24 à l'accueil et les rondes motorisées de vigiles. Revendiqué par la *F.A.I./F.R.I.- Groupe d'action immédiate*, notamment parce que « *C'est la conscience que nous opposons à la science. Beaucoup de mots ont été dits contre les technologies et les atrocités de la société techno-industrielle. Ceux qui la produisent, ceux qui la financent, ceux qui la développent, tous cela ne sont pas des sujet d'opinions, mais des objectifs à frapper.* »

24/12, Hambach (Allemagne).

Le *Hambi Chaos Crew* revendique la destruction par engin incendiaire d'une station de pompage faisant partie des structures de l'exploitation de la mine de lignite par l'entreprise énergétique RWE. Les assaillants ont mené l'attaque contre cette station gardée par des ouvriers et des vigiles couverts par d'autres qui leur lançaient des molotovs, des pierres et des fusées.

25/12, Montluçon (France).

Dans l'Allier, l'agence *Pôle emploi* de Montluçon sud part en fumée vers 2h du matin : Une partie du bardage extérieur est endommagé sur plusieurs mètres du rez-de-chaussée et de l'étage. Les vitres ont été détruites par la chaleur des flammes. Trois bureaux, utilisés par des conseillers pour la réception des demandeurs d'emploi sont détruits.

société *Steag New énergie* et situé dans un champ de 4 éoliennes qui est parti en fumée. « *La porte du local a été fracturée et un incendie s'est déclaré à l'intérieur provoquant des dégâts* », selon le journal local, provoquant l'arrêt total de toutes les éoliennes. Là encore, l'incendie est qualifié de « *suspect* », afin de ne pas donner de mauvaises idées pour priver ce monde du jus dont il a désespérément besoin. Certainement un second phénomène curieux de combustion spontanée ou de suicide d'éolienne en moins de 24 heures, et pendant qu'on y est vers une heure du matin...

En ce début de nouvelle année 2019, avec ces deux chaleureux petits miracles d'origine « *suspecte* » et « *inconnue* », l'Ouest du pays tient décidément à jouer avec ferveur de sa réputation de terre historique du catholicisme. Sauf à se fier à un célèbre philosophe d'origine allemande qui, à l'annonce de cette bonne nouvelle, aurait déclaré laconiquement : « *Humain, trop humain* ». Selon les porte-parole du pouvoir, bien entendu...



Après ces premières manifestations du divin trop humain, on a appris que les petits miracles n'étaient pas au nombre de deux mais de trois ! Comme le récite l'adage qui dit que parfois « *mieux vaut prévenir que guérir* », c'est un mât de mesure du vent, structure indispensable à toute future implantation d'éoliennes, qui a ainsi été saboté au lieu-dit le Cluzeau sur la commune de Folles (Haute-Vienne) la nuit du 27 au 28 décembre 2018. Un sabotage qui vient d'être découvert par des promeneurs en ce début d'année.

L'énorme structure métallique qui s'est écrasée au sol mesurait 100 mètres de haut, et devait rester sur place au minimum une année. Elle avait été installée au printemps 2018 pour le compte de la société poitevine *Eolise* dans le cadre d'un futur projet de 5 à 7 éoliennes industrielles, afin de fournir des informations précises sur les vents locaux. Les mâts de mesure sont ancrés au sol avec des plaques enterrées à plusieurs mètres de profondeur, et 6 points d'ancrage avec des haubans en acier retiennent la structure en place, ces câbles constituant le point faible de l'installation. « *De toute évidence un tirant en acier a été scié, ce qui a fait chuter le mât* », a ainsi constaté avec dépit le responsable du développement au sein de la société *Eolise*. Les dégâts se montent à près de 50 000 euros.

Pour ne pas donner de mauvaises idées, la gendarmerie a choisi de garder le silence et de ne pas se prononcer, tandis qu'*Eolise* parle, elle, clairement d'un « *sabotage* », se souvenant peut-être que d'autres gigantesques mâts de mesure sont régulièrement attaqués pour s'opposer à la construction d'éoliennes.



Mais les petits miracles d'autocombustion d'éolienne ou d'autoincendie de transformateur électrique n'ont en réalité qu'un temps. Mardi 9 janvier, la donne a quelque peu changé : c'est en effet la gendarmerie elle-même qui a directement contacté ses porte-parole officiels (*Le Dauphiné* et *France Bleu*) pour annoncer qu'un nouveau mât de mesure avait été frappé, cette fois au col de la Bataille dans le Vercors, portant à quatre le nombre de sabotages d'éoliennes (sur pied ou en projet) depuis le début d'une année qui commence bien.

Haut de près de 80 mètres et situé sur la commune de Léoncel (Drôme), ce mât « *servait à mesurer les données météo et notamment la vitesse du vent en vue de la création d'un parc éolien* » de 6 aérogénérateurs industriels de 150 mètres de haut, pour le compte de la société RES. Forcée de reconnaître que « *le geste volontaire ne fait aucun doute car plusieurs haubans –les câbles soutenant le mât– ont été découpés net* », la gendarmerie a même fourni bénévolement la photo du résultat aux journaux, qui ont dûment crédité leur source en légende. Suite à la section de ses haubans, le mât de mesure n'a en effet pas résisté bien longtemps, et a fini par se plier en deux sous l'effet des vents mauvais qui continuent de souffler contre ces monstres d'acier.

Pour qui a un peu de mémoire, on se souvient que ce n'est pas la première fois qu'une infrastructure de la société RES est touchée. La nuit du 31 mai au 1er juin 2018 à Marsanne (Drôme), un incendie avait volontairement et totalement détruit une éolienne et endommagé partiellement une autre, causant plus de deux millions d'euros de dégâts. Un incendie revendiqué quinze jours plus tard par de joyeux anonymes qui précisaient notamment « *Nous rêvons, non d'organisation, mais d'individus agissant pour leur compte* », après avoir détaillé leur méthode enflammée afin d'inspirer d'autres ennemis de la domination.

RES qui est donc touchée pour la seconde fois en six mois est une multinationale anglaise dont le siège social

25/12, Varennes-Vauzelles (France).

Dans la Nièvre au lendemain de Noël, la maire reçoit deux cadeaux inattendus devant son domicile. Le matin c'est un pavé qui éclate une vitre de sa voiture, le soir c'est une bouteille à base d'acide qui explose devant son salon.

26/12, Berne (Suisse).

Dans ce canton, une première antenne est mise hors service au petit matin à Grosshöchstetten, suite à l'incendie de la salle technique de la station d'émission, réduite en cendres après que la porte ait été fracturée. Le soir, une seconde située à Langenthal est calcinée peu avant minuit. A l'arrivée des pompiers, l'armoire de commande et plusieurs faisceaux de câbles de l'antenne étaient en feu.

26/12, Berlin (Allemagne)

Dans le quartier de Wedding, quinze litres de liquide inflammable combinés à du polystyrène sont versés à travers le soupirail dans le sous-sol du tribunal, là où sont entreposés les dossiers. Cette attaque incendiaire est revendiquée en solidarité avec les émeutiers du G20 de Hambourg de juillet 2017 en bute à la répression, en se terminant par : « *Nous espérons que ces nuages de fumée apporteront un peu de courage jusqu'à Hambourg. Vous nous avez réprimé-e-s, mais pas tou-te-s ! Feu et flammes aux prisons et à la justice !* » Les dégâts contre le bâtiment judiciaire sont importants, l'ensemble du sous-sol est ravagé par les flammes.

27/12, Athènes (Grèce).

Au petit matin dans le quartier de Kolonaki, un engin artisanal

placé près d'une des plus grandes églises orthodoxes de la capitale (Saint-Denis) explose devant le policier qui l'examinait. Le gardien de l'église qui l'accompagnait après l'avoir découvert est également blessé.

28/12, Clermont-l'Hérault (France).

Dans l'Hérault, le transformateur électrique qui alimente notamment la base logistique de supermarchés et une station-service au niveau de la zone de la Salamane, est incendié dans la nuit avec des palettes de bois et des pneus.

28/12, Villejuif (France).

Dans le Val-de-Marne, le local de l'association politique du maire LR de la ville, *Villejuif Dynamique avance*, reçoit de la visite : vitrine brisée et barricade de palettes et sapin enchaînés à sa grille.

28/12, Folles (France).

En Haute-Vienne au lieu-dit le Cluzeau, un mât de mesure du vent de 100 mètres de haut, structure indispensable à toute future implantation d'éoliennes, est saboté. Selon son promoteur *Eolise*, un tirant en acier a été scié, provoquant la chute de la structure, pour des dégâts de 50 000 euros.

29/12, Houthalen (Belgique).

Dans une zone industrielle vers 3h du matin, des inconnus mettent le feu à un grand bâtiment abritant cinq entreprises. Les locaux, ateliers et véhicules de l'une d'entre elles sont totalement ravagés par l'énorme incendie. Ni la police, ni le Parquet n'ont voulu dévoiler le nom de l'entreprise, se limitant à préciser qu'il s'agit sans aucun doute d'un incendie volontaire. Le feu n'a été dompté que quatre heures plus tard.

français est basé en Avignon, et qui possède des bureaux de développement à Paris, Lyon et Bordeaux, ainsi que deux centres d'exploitation à Dijon et à Béziers. Elle gère déjà 37 parcs éoliens terrestres, et vient d'être désignée pour en construire un nouveau, cette fois offshore, dans la baie de Saint-Brieuc en Bretagne (62 gigantesques éoliennes de 216 mètres de haut)*. Pour qui serait intéressé à continuer de mettre des bâtons dans les roues des fournisseurs du jus de ce monde, RES vient également d'inaugurer une centrale photovoltaïque au sol de 2 hectares aux Lauzières, près de Nîmes (Gard), et de démarrer le chantier en novembre d'une seconde centrale à Saint Marcel (Eure, Normandie) sur 18 hectares (+ 16 hectares d'extension, permis de construire en cours). Enfin, pour clarifier à qui peut bien servir toute cette énergie, rajoutons que c'est également RES qui vient d'être choisie par le géant de la sidérurgie et de la guerre *ArcelorMittal*, pour construire une troisième centrale photovoltaïque au bord du Rhône, cette fois à Laudun-l'Ardoise (Gard) sur rien moins que... 20 hectares (la surface de 28 terrains de football, pour donner une idée).



Face aux éoliennes comme aux autres structures de câbles électriques, de flux d'ondes et de réseaux de données qui alimentent ce monde d'autorité, ces sabotages montrent une fois de plus qu'aucune d'entre elles n'est intouchable : avant leur construction en faisant se fracasser à terre leur études préalables, ou après en leur coupant directement la chique.

Vers une liberté sans mesure débarrassée de tous les barreaux techno-industriels !



* Lauréate de l'appel d'offres confirmé en novembre 2018 pour le futur projet de parc éolien en mer de la Baie de Saint-Brieuc, *Ailes Marines* est en charge de sa construction jusqu'à son exploitation. Elle est détenue à 70 % par l'espagnol *Iberdrola* et à 30% par AVEL VOR (composé de RES et de la Caisse des Dépôts et Consignations). Cinq autres futurs parcs éoliens offshores d'*EDF* et *Engie* ont aussi été confirmés en Pays-de-la-Loire (Saint-Nazaire, Îles d'Yeu et de Noirmoutier) et en Normandie (Courseulles-sur-Mer, Fécamp, Le Tréport). *Siemens* et *General Electric* construiront ces éoliennes (de 62 à 83 par parc).

| Saisir l'occasion, encore |

« Demeure l'autre hypothèse (demeure bien entendu, pour ceux qui ne se répètent pas que « les gens sont complices et résignés », et bonne nuit aux rêveurs), celle d'une intervention autonome dans les luttes –ou dans les révoltes plus ou moins étendues– qui naissent spontanément. Si l'on cherche des discours clairs sur la société pour laquelle se battent les exploités (comme en a eu la prétention un fin théoricien face à une vague récente de grèves), on peut rester tranquillement chez soi... Mais qui a dit qu'au cours d'une grève dans la rue, l'économie ne peut pas être critiquée ailleurs ? Dire ce à quoi l'ennemi ne s'attend pas et être là où il ne nous attend pas. Là est la nouvelle poésie.»

A couteaux tirés avec l'Existant,
ses défenseurs et ses faux critiques, 1998

Pendant que les entomologistes militants continuent de disséquer dans leurs bureaux poussiéreux la composition du mouvement hétéroclite des gilets jaunes –pas assez intersectionnel, prolétaire, progressiste ou autiste selon les goûts–, la plupart des anti-autoritaires ont tout de même fini par se jeter dans la bataille, y compris en traînant des pieds. Certainement en se disant avec justesse qu'après tout, un mouvement social n'était rien d'autre que ce que chacun en faisait. De la même façon qu'avant les vacances de Noël des lycéens étaient entrés dans la danse, ou que sont apparues des manifs du dimanche de femmes en gilets jaunes pour insister pour le patriarcat, sans parler des maigres troupes syndicales qui tentent ici ou là de regagner du terrain en organisant leur propre cortège. Pour beaucoup, la question relève finalement des mécanismes classiques de la politique, en additionnant une rage à une colère, un tag à un slogan, dans un concours de revendication et de présence liés à une vision quantitative de la lutte. Dans ce cadre, il n'est pas non plus étonnant que rodent les vautours qui sentent l'odeur d'un possible petit pouvoir, après deux mois de mouvement et les différents appels du pied de l'État (en tentant d'organiser des services d'ordre et des

29/12, Bagnols-sur-Cèze (France). Dans le Gard, les compteurs électriques de six passages à niveau qui permettent l'ouverture des barrières sont sabotés, pour stopper la circulation des voitures. Sont touchés les passages à niveau de Pont-Saint-Esprit, Bagnols-sur-Cèze, Saint-Nazaire, Orsan, Vénéjan et Laudun-l'Ardoise.

29/12, Bruxelles (Belgique). Une camionnette de police est incendiée en soirée rue Glibert. Un inconnu a brisé sa vitre puis jeté un engin incendiaire à l'intérieur. Par mesure de précaution, les autres véhicules de police stationnés dans la rue sont mis au garage.

décembre, Villecresnes (France). Dans le Val-de-Marne, la commune est sous le feu des critiques. Le 2 décembre, une voiture du CCAS (flics sociaux de la ville) part en fumée. Le 9 décembre dans la nuit, le bâtiment des services techniques de la ville se consume (matériel informatique et deux camions détruits, 100 000 euros de dégâts). En parallèle, un tractopelle dédié aux fouilles archéologiques est ravagé par les flammes. Le 29 décembre vers 5h du matin, deux voitures de la police municipale sont incendiées sur leur parking.

30/12, Fresnes (France). Un prisonnier parvient à s'évader malgré les tirs des matons depuis le mirador, en escaladant le mur d'enceinte avec un « grappin de fortune » puis en franchissant les barbelés.

30/12, Mantes-la-Jolie (France). Dans les Yvelines, le poteau portant une caméra de vidéosurveillance est scié vers

23h dans le quartier du Val-Fourré.

31/12, Saint-Etienne (France).
Le chantier du méga centre-commercial *Steel* de 100 000 m² reçoit une visite nocturne : une niveleuse et un compacteur de la *Société Forézienne de travaux publics* (groupe *Eiffage*) distants d'une centaine de mètres sont détruits par des palettes enflammées, tandis que 13 mobiles homes destinés aux ouvriers sont calcinés. Les dégâts se montent à au moins 150 000 euros. Voici la fin de la revendication des apaches : « *Dans l'obscurité du 31 décembre, chevauchant la brume, des apaches descendent des 7 collines. Dans leurs sillons se mélangent des odeurs d'essence, de peur, de vengeance. Le commando escalade les palissades du chantier, s'approche furtivement des cibles, avant d'attaquer. Alors, algécos et véhicules se transforment en brasier. Avant de filer, les mains gantées emportent les scalpes des deux machines brûlées. Par survie et par jeu, chaque apache aime à les collectionner.* »

31/12, Nièvre (France).
Les armoires techniques de téléphonie situées sur six communes différentes, Guérigny, Pougues-les-Eaux, Fourchambault, Varennes-Vauzelles, Saint-Aubin-les-Forges, Murlin sont incendiées, privant nombre de commerces et entreprises d'internet et de téléphone.

31/12, Leipzig (Allemagne)
Trois minutes après minuit, une cinquantaine d'inconnus cagoulés dressent une barricade dans la rue où se trouve le Palais de Justice et l'Office du Procureur, jettent des crève-neus et obstruent les objectifs

parcours déposés, en passant des plateaux télé à de futures listes électorales, en tentant de verrouiller les assemblées existantes).

Reste le fait que ce mouvement n'est pas qu'une succession de samedis émeutiers ou d'assemblées délibérantes. Et si beaucoup se focalisent sur ces moments-là en terme de contribution afin de « *ne pas laisser le terrain aux réactionnaires* », force est de constater que depuis le début on assiste également à une multiplication d'actions directes en semaine, dont le caractère autonome et diffus offre l'avantage de les rendre moins contrôlables et de permettre une continuité en cas de retour collectif à la normale. Elles se sont d'abord produites à partir des occupations de ronds-points qui tendaient vers des blocages de proximité en petits groupes (péages, zones commerciales ou industrielles), puis au fur et à mesure à travers des sabotages en fonction de l'imagination de chacun. Pourquoi se limiter en effet à un jour rituel d'affrontements quand on peut aussi n'importe quelle nuit détruire tout ce qui nous oppresse ? Et qui sait même, si toutes ces attaques ciblées ne pourraient pas s'alimenter les unes les autres en se multipliant, d'une part en bonnes idées et d'autre part en un jeu subversif du à *chacun le sien* ? Un mouvement social de ce type, ouvert et imprévisible, n'est-il pas propice à alimenter ce jeu-là, chacun sur ses propres bases ? Histoire par exemple de contribuer à identifier l'ennemi, d'approfondir la révolte, de saper ses récupérateurs, d'enrichir nos projets, ou simplement de saisir l'occasion pour mener à bien ce que nous aurions ordinairement plus de difficulté à accomplir ?



Si on s'intéresse aux effets de contagion, prenons par exemple les médias, dont chacun peut directement expérimenter le rôle de porte-parole du pouvoir. Le 26 décembre au soir à La Chevrolière, au sud de Nantes, le blocage du centre d'impression du groupe Sipa a empêché la distribution de plus de 180 000 exemplaires de *Ouest-France* (éditions de Vendée et de Loire-Atlantique), de *Presse Océan* et du *Courrier de l'Ouest* (édition des Deux-Sèvres), bien qu'imprimés. La nuit du 11 au 12 janvier à Anzin (Nord), c'est l'imprimerie de *La Voix du Nord* qui est bloquée, empêchant la distribution de 20.000 journaux du secteur valenciennois. La

même nuit, des gilets jaunes ont investi à Auxerre l'imprimerie du groupe Centre France, bloquant à sa sortie la distribution des milliers d'exemplaires du *Journal du Centre* (Nevers) et de la *République du Centre* (Orléans) qui n'ont pu être livrés, et de *L'Yonne Républicaine* (Auxerre) qui le fut avec retard. Ce fut déjà le cas, mais avec moins de succès puisque les blocages de camions avec feux de palettes ont été expulsés à temps par la police, le 4 janvier à Houdemont, près de Nancy, contre le centre d'impression du groupe Ebra (*Est Républicain, Le Républicain Lorrain et Vosges Matin*), et le 10 janvier à L'Isle d'Espagnac, près d'Angoulême, pour tenter de bloquer la distribution du journal la *Charente Libre*. Et qu'on ne s'y trompe pas, il n'a fallu à chaque fois que quelques dizaines de personnes déterminées et bien renseignées pour que la propagande régionale se taise un instant, ceci n'empêchant pas la diffusion numérique des journaux sur la toile, mais nous y reviendrons.

Dans un autre domaine, dans les grandes villes qui sont depuis quelques semaines le théâtre d'affrontements réguliers (Paris, Toulouse, Caen, Bordeaux, Montpellier, Nantes, Besançon, Rouen, Caen, Perpignan) ou ponctuels (Dijon, Epinal, Nîmes, Saint-Nazaire, Lyon, Lille, Marseille, Le Mans), en plus du mobilier urbain, les banques sont classiquement une cible de choix. Y compris là où les familles des vitrines n'étaient pas habituées à ce sport : à Saint-Nazaire le 5 janvier, en plus du commissariat copieusement caillassé ou des grilles de l'entrée de la préfecture incendiée, la dizaine de banques du centre ont été systématiquement saccagées. A Epinal le 5 janvier, en plus de barricades et d'une voiture de police retournée, deux grandes banques ont été éventrées. A Nîmes le 12 janvier, en plus de la tentative d'incendie du centre des impôts ou la destruction de six caméras de vidéosurveillance, ce sont une dizaine de banques du centre qui ont été systématiquement saccagées. Même à Marseille, pourtant peu réputée pour ce genre de conflictualité émeutière, il ne reste presque plus une seule banque du petit centre-ville dont les vitres soient intactes, tandis que la moitié des commerces sur la Canebière ont été pillés, saccagés ou ont connu des problèmes de devanture.

Cette cible, certes caricaturale comme rouage du capitalisme, est aussi visée avec une certaine fantaisie hors des moments collectifs et loin des métropoles,

des caméras de surveillance. Ils brisent ensuite des vitres et lancent de la peinture sur le bâtiment du cercle étudiant *Corps Lusatia*, dont les membres fuient en panique. Une partie des assaillants grimpe ensuite les grillages et attaque le bâtiment judiciaire de plusieurs côtés : l'entrée est dévastée par un feu nourri de pneus enflammés, une porte-arrière est incendiée. L'un grimpe même jusqu'au premier étage pour tenter de briser les vitres blindées du bureau du juge avant de laisser son engin incendiaire sur le rebord. Ces attaques seront revendiquées plus tard par *Groupes Autonomes*, notamment en solidarité avec Rojava, avec les prisonniers du G20 et pour la liberté de tous les prisonniers.

31/12, Hambourg (Allemagne). Jets de pierres et de peinture contre le bâtiment abritant le tribunal, en réponse à l'appel à la solidarité avec les prisonniers du G20, « *Liberté pour tous les prisonniers. Battons-nous contre la Justice. Vive l'anarchie* », conclut la revendication.

JANVIER 2019

1/1, Berne (Suisse). Une troisième antenne-relais est incendiée dans ce canton, cette fois à Burgsdorf.

1/1, Bruxelles (Belgique). Nouvel An plutôt agité dans les quartiers de Bruxelles (jets de pierres contre les forces de l'ordre, incendies de poubelles, de véhicules et de barricades improvisées), notamment à Molenbeek. Une pharmacie et un magasin de téléphonie sont pillés. D'autres commerces ont eu leurs vitres brisées, trois véhicules sont incendiés, des barricades enflammées ont été dressées

et des jets de pierres ont ciblé pompiers et policiers. A Woluwé (Bruxelles), des inconnus lancent un molotov contre la façade de la *Maison des Jeunes*, tandis qu'un véhicule est incendié un peu plus loin. A Zelzate, les containers qui faisaient office des bureaux du *Service de la Jeunesse* sont incendiés et totalement détruits.

1/12, Freiburg (Allemagne).
Le local du parti de l'extrême-droite AfD perd ses vitres.

1/12, Hambach (Allemagne).
Aux environs de Manheim, une station de pompage de la mine de lignite est attaquée : des inconnus mettent le feu à la cabine électrique de la station. Au même moment le long de la voie ferrée, des groupes masqués affrontent les flics en jetant une vingtaine de molotovs et autant d'engins pyrotechniques.

2/1, Valence (France).
Dans la Drôme, le poteau d'une caméra de surveillance dans le quartier Chamberlière est sectionné à la disqueuse thermique. La caméra s'est fracassée au sol.

3/1, Saint-Louis (France).
En Alsace à la frontière franco-suisse, les voies du TGV reçoivent une petite barricade de pneus et de barres de fer. Un train assurant la liaison Bâle-Strasbourg a eu plus d'une heure de retard, d'autres trains été impactés, comme le TGV Lyria à destination de Zurich.

3/1, Limouzinière (France).
En Haute-Loire, vers minuit, le moteur, la nacelle et deux pales d'une éolienne industrielle de 80 mètres de haut d'*Engie Green* sont incendiés. Les dégâts se

mais toujours dans l'idée d'en épargner le moins possible. A Aulnoye-Aymeries (Nord) la nuit du 31 décembre, les distributeurs de billets de trois banques sont fracassés à la masse. A Lodève (Hérault) la nuit du 22 décembre, ce sont ceux de cinq banques qui sont sabotés au silicone. A Morlaàs et Pau (Pyrénées), le bilan se montait au 19 décembre à une quinzaine de distributeurs sabotés à la mousse expansive. A Fougères (Ille-et-Vilaine) le 8 décembre, les DABs de quasiment toutes les banques avaient été sabotés avec un mélange silicone-colle.

Bien sûr, il existera toujours des anxieux qui faute de lettre d'intention en bonne et due forme se prêteront au jeu des spéculations policières. Que ces actes soient isolés, ou qu'ils se répondent les uns aux autres sans médiation. Hors mouvement, qui sait si les sabotages anonymes ne seraient pas le fait de fous, de concurrents ou de mafieux ? Pendant un mouvement, qui sait s'ils ne seront pas le fait de fous, de démocrates ou de fachos ? Et alors ? En ce qui nous concerne, lorsque leur auteur reste inconnu et ne précise pas ses mauvaises intentions, c'est uniquement l'action qui parle, *avec toute la poésie qu'elle peut receler*, celle qui rompt la résignation et la passivité. Une action anonyme qui parle alors à tous ceux qui la partagent. A toutes celles qui s'y reconnaissent directement.



A l'heure où la domination s'incarne dans une infirmité de structures périphériques qu'on peut trouver à chaque coin de rue ou de campagne, il est aussi plus que temps d'en finir avec le mythe léniniste de la prise du Palais d'Hiver, d'un centre ou d'un cœur de l'État et du Capital qu'on pourrait prendre ou détruire. Même les néo-blanchistes trop visibles ont fini par le comprendre, en visant plus une destitution du pouvoir par le bas qu'une prise par le haut, tissant une toile qui s'étend désormais d'une partie de la gauche culturelle et syndicale jusqu'à n'importe quel mouton en quête de leaders et d'efficacité stratégique. Par contre, lorsqu'on entend ni diriger les révoltés ni contrôler la révolte, le fait de défendre et d'encourager les attaques éparses (ce qui n'empêche pas de se coordonner) correspond non seulement à l'organisation territoriale de la do-

mination sous forme de flux, nœuds et petites unités interdépendantes, mais permet aussi de limiter le pouvoir de nuisance des autoritaires, qui ne sont jamais aussi à l'aise que dans le quantitatif et la représentation.

D'ailleurs, si les coûteuses structures comme les radars (plus de 6000 sabotés en 2018, dont 500 calcinés depuis le 17 novembre) laissent quelqu'un indifférent, pourquoi ne pas tourner son regard vers les élus pour leur exprimer ce qu'on pense de l'écrasement quotidien qu'ils nous infligent ? Comme les radars, les puissants n'ont-ils pas eux aussi une adresse ? A Talmont-Saint-Hilaire (Vendée) le 6 janvier, le domicile d'une députée LREM a par exemple été muré avec une cinquantaine de parpaings pendant son sommeil, tandis qu'à Varennes-Vauzelles (Nièvre) le 25 décembre, la maire a reçu son cadeau de Noël en deux temps, avec des pavés sur sa voiture puis une bouteille d'acide devant la fenêtre de son salon. Sans même parler des si fragiles vitrines de leur arrogance de tout bord (permanences brisées du PS à Nancy le 23 déc. et à Lorient le 10 janv., de LREM à Nantes le 6 déc. et à Beauvais le 8 janv., local de *Génération Identitaire* à Paris le 11 janv.).

D'ailleurs, si la destruction acharnée de péages d'autoroute laisse quelqu'un indifférent, pourquoi ne pas tourner son regard vers la circulation ferroviaire ? Comme ces passages à niveau sabotés (neuf entre Nancy et Saint-Dié le 28 nov., six autour de Bagnols-sur-Cèze le 29 déc., un incendié à Dax le 9 janv.), comme ces voies ferrées barricadées (barres et pneus à Saint-Louis en Alsace le 3 janv., palettes enflammées à Vestric-et-Candiac dans le Gard le 13 janv.) ou comme ces boîtiers de signalisation et ces postes électriques directement incendiés le long des voies (Castellas le 30 nov., Carcassonne 16 déc., Montdragon et Lapalud en trois endroits le 20 déc., St-Clair-les-Roches 24 déc., Bollène 28 déc.).

Ou encore, si les incendies de centres des impôts laissent quelqu'un indifférent, pourquoi ne pas tourner son regard vers les flics sociaux ? Comme cette CAF à Ajaccio dont l'entrée a été collée le 2 janvier au petit matin par deux gilets jaunes pour empêcher ses employés de rentrer, ou comme la façade de Pôle Emploi qui a été calcinée en même temps que trois bureaux de ses conseillers à Montluçon le 25 décembre.

montent à plusieurs centaines de milliers d'euros.

4/1, Lanouée (France).

Dans le Morbihan au lieu-dit Rouvray, le transformateur électrique de 20 000 volts appartenant à *Steag New énergie* et situé dans un champ de 4 éoliennes part en fumée. Sa porte a été fracturée puis un incendie allumé à l'intérieur, provoquant l'arrêt total de toutes les éoliennes.

4/1, Döbeln (Allemagne).

Un très gros pétard, une « *Kugelbombe Catégorie 4* », est placé dans une poubelle devant le local du parti d'extrême-droite Afd. Vers 19h, l'engin explose en soufflant sa vitrine. Trois personnes sont arrêtées quelques jours plus tard, puis relâchées.

4/1, Sartrouville (France).

Dans les Yvelines, une classe de l'école maternelle est entièrement détruite par un incendie. Cette pièce était celle où les instituteurs entreposaient les livres d'école.

Le 30 décembre, c'était l'école municipale des arts qui avait été visée (vitre brisée, essence répandue au sol et allumage).

4/1, Toulouse (France).

Les vitres de la nouvelle galerie et école d'art *L'imagerie* rue Arago sont brisées « *en soutien à la lutte contre le projet TESO et la gentrification du quartier Bonnefoy* » précise une revendication titrée *Y'a « art » dans marteau*.

5/1, Besançon (France).

Dans le Doubs, au soir d'après les affrontements lors du mouvement des gilets jaunes, une voiture de *Polysécurité*, petite entreprise locale qui installe chaque jour systèmes de vidéo-surveillance et d'alarmes, est

incendiée. Revendiqué par *R.I.C. – des Renard-e-s Insurgé-e-s pour le Chaos*, qui précisent « *Guerre aux technologies du contrôle et de la surveillance.* »

6/1, Talmont-Saint-Hilaire (France).

En Vendée, le domicile d'une députée LREM est muré dans la nuit pendant son sommeil. Une cinquantaine de parpaings et des planches de bois ont été dérobés non loin pour l'empêcher de sortir faire son sale travail.

7/1, Gonfreville-l'Orcher (France).

En Seine-Maritime, l'un des quatre camion-scanner aux rayons X des Douanes, à 2 millions d'euros l'un, est incendié sur leur parking vers 4h30 du matin.

7/1, Istres (France).

Dans les Bouches-du-Rhône, les autorités se plaignent que les armoires électriques du quartier sont systématiquement détruites (notamment par incendie) à peine réparées, pour le maintenir dans le noir.

9/1, Lesparre-Médoc (France).

En Gironde, la sous-préfecture est visée par un incendie dans la nuit : le feu est parti devant le rideau métallique, avant de se propager à l'intérieur des locaux en soufflant sa vitre, provoquant suffisamment de dégâts pour l'obliger à fermer une journée.

9/1, Léoncel (France).

Au col de la Bataille dans le Vercors drômois, un mât de mesure du vent prévu pour six futures éoliennes de *RES*, est saboté : plusieurs câbles soutenant le mât ont été sciés, et le vent d'hiver a achevé le travail, faisant se plier en deux la structure de 80 mètres de haut.

Il existe un monde entier à démolir passionnément pour danser en un ballet sans début ni fin, et tous ces actes qui commencent à valser d'une cible à l'autre, au gré des hostilités de chacun tout au long de la semaine, s'adressent en réalité à tous ceux qui sont prêts à les recueillir. Et si jamais aucun d'entre eux ne parlait à son cœur ou à ses propres perspectives, serait-il si absurde d'y mettre un peu *du sien* ? Comme par exemple ces compagnons qui ont réduit en cendres un véhicule de la technologie de surveillance *après* une émeute du samedi (Besançon, 5 janv.), ou ces autres qui ont causé *ailleurs* de très lourds dégâts sur le chantier d'un méga centre-commercial nommé *Steel* (Saint-Etienne, 31 déc.).



« Sans prétendre rénover la mythologie de la grève générale comme condition déclenchant l'insurrection, il est assez clair que l'interruption de l'activité sociale reste un point décisif. C'est vers cette paralysie de la normalité que doit tendre l'action subversive, quelle que soit la raison d'un affrontement insurrectionnel. Si les étudiants continuent à étudier, les ouvriers – ceux qui restent – et les employés à travailler, les chômeurs à se préoccuper de trouver une occupation, aucun changement n'est possible. »

A couteaux tirés avec l'Existant, ses défenseurs et ses faux critiques, 1998

Pour finir, en plus de multiplier les objectifs en étant où on ne nous attend pas, une autre petite suggestion commence à émerger ici ou là dans ce mouvement. Une qui pourrait bien inspirer celles et ceux qui entendent régler un peu plus radicalement le problème social en suspens. Bien que bloqués à la sortie des imprimeries, les journaux continuent par exemple de distiller la propagande du pouvoir à travers la toile, et de la même façon les banques ne sont essentiellement pas une vitrine, mais bien plus un local alimenté en électricité où circulent des flux de données numériques à travers des câbles en fibre optique. Plus généralement, si certaines structures de l'État (des universités aux commissariats, des transports en commun aux mairies et préfectures) et du Capital (des laboratoires technologiques du contrôle à l'industrie de guerre, des banques aux zones industrielles et commerciales)

sont parfois difficiles d'accès, ce n'est pas toujours le cas des flux dont elles se nourrissent avec avidité, qui se trouvent pour leur part enserlés dans des transformateurs électriques, des armoires de raccordement à la fibre optique ou des antennes-relais de téléphonie mobile. Autant de milliers de structures disséminées impossibles à toutes surveiller, et dont le bon fonctionnement est indispensable à la production et à la circulation des marchandises (humaines ou non), mais aussi au contrôle et à la répression. Ce n'est donc peut-être pas tout à fait un hasard si une partie d'entre elles ont subi des dégâts au cours de ces deux derniers mois de mouvement.

A Montélimar lorsque peu avant Noël, le 22 décembre, une cinquantaine de gilets jaunes se sont organisés pour tenter de piller les camions sortant de la plateforme logistique d'Amazon, ils ont pris soin de monter quatre barricades de chariots empruntés à un supermarché voisin puis incendiés, de se munir de pierres démontées sur des murets le long des entreprises, puis ils ont crevé les pneus des camions et ouvert leurs remorques après avoir arraché les câbles qui les reliaient aux premiers. Mais ils ont également bouté le feu à un transformateur électrique dans une rue adjacente, afin de couper l'éclairage public et l'alimentation de la zone commerciale. Orange a ainsi dû changer près de 2 kilomètres de fibre optique en sous-sol les jours suivant pour rétablir internet dans la zone, fibre qui avait fondu sous l'effet conjugué des barricades et du transformateur enflammés.

A Bordeaux lors de l'émeute du 8 décembre qui a notamment ravagé le réseau de tramways géré par Kéolis, un gros incendie sur les voies du tram cours d'Alsace-Lorraine a fait fondre un de ses câbles d'alimentation par le sol (APS), nécessitant d'importants travaux nocturnes pour rétablir le trafic au plus vite (200 000 euros de dégâts). A Caen où l'émeute du 5 janvier s'était déroulée sur près de deux kilomètres en suivant le chantier de construction du tramway qui avait alimenté les révoltés en matos, celle du 12 janvier a suivi un parcours identique, et certains révoltés ont eu la bonne idée d'incendier non seulement des pylônes implantés le long des voies, mais aussi de bouter le feu à l'intérieur même des fourreaux d'alimentation électrique sortant de terre, provoquant des dégâts considérables.

9/1, Dax (France).

Dans les Landes, incendie peu avant une heure du matin d'un boîtier électrique commandant le passage à niveau de la SNCF.

10/1, Lorient (France).

Dans le Morbihan, la porte de la fédération du *Parti socialiste*, boulevard Léon-Blum est aspergée d'essence puis enflammée. Peu de dégâts.

10/1, Strasbourg (France).

Une pelleuse de la société Arcos, filiale du groupe Vinci, concessionnaire du projet de contournement de Strasbourg en rasant une forêt (GCO), est incendiée dans la nuit sur le chantier entre Pfulgiesheim et Stutzheim-Offenheim (Bas-Rhin). Plus tard en journée, des flexibles sont sectionnés sur une niveleuse, et le pare-brise d'un tombereau (camion benne de grande capacité) est brisé pendant la pause-déjeuner des ouvriers.

11/1, Paris (France).

Une pluie de coups de marteaux s'abat dans la nuit sur les vitres du local de *Génération Identitaire*, rue Juge (15e). Avant de partir, la façade est aussi repeinte à l'extincteur rempli de peinture.

12/1, Zurich (Suisse)

Dans le quartier de Stauffacher, une agence du *Crédit Suisse*, partenaire Forum Économique Mondial (WEF), a ses vitres brisées et décorées de peinture.

12/1, Berne (Suisse).

Dans la nuit, la façade du tribunal et de la prison régionale reçoit de la peinture, tandis qu'une voiture de *Securitas* perd ses vitres. « *Liberté pour tou-te-s* ! » dit le communiqué solidaire avec les inculpés de Bâle et ceux des émeutes contre G20 à Hambourg.

Pour comprendre l'importance vitale des réseaux électriques en terme de destruction d'une structure de l'ennemi, on pourrait enfin citer l'exemple du péage de Bandol, dans le Var, dont l'incendie la nuit du 17 au 18 décembre n'a pas été des plus médiatisés, mais dont les conséquences pour *Vinci* sont des plus importantes. Et pour cause, puisque quatre semaines plus tard en cette mi-janvier, ses huit files restent toujours fermées à la circulation, vu l'ampleur des travaux de réparation à mener : en plus de l'incendie des cabines de péages, les inconnus ont en effet également bouté le feu à une galerie souterraine où se trouvaient les réseaux électriques, avec pour conséquence que « *des kilomètres de câbles ont été brûlés [et doivent désormais être remplacés], selon les ouvriers* », comme le rapportent des journaux locaux pour expliquer l'effet durable de ce sabotage.

En dehors même des fameux samedis qui ne semblent pas vouloir s'arrêter malgré la répression, de joyeux noctambules ont aussi commencé à identifier ces flux vitaux comme un moyen certain de bloquer l'économie. A Saint-Vulbas le 20 décembre, ils ont ainsi déniché l'armoire de nœud de raccordement à la fibre optique de toute la zone industrielle de la Plaine de l'Ain (Pipa). Ceci fait, ils ont ensuite forcé au beau milieu de la nuit cette armoire au pied de biche, avant de placer un pneu et des journaux devant puis de verser un produit inflammable. Près de cinquante entreprises ont été directement privées de tout accès à Internet grâce à cet incendie, et des dizaines d'autres l'ont été indirectement, vu que les nœuds de raccordement sont reliés entre eux.

De la même façon dans la Nièvre la nuit 31 décembre, des « *individus cagoulés qui se déplacent dans des voitures aux plaques d'immatriculation masquées* »,

selon les journaux locaux, ont incendié les armoires techniques de téléphonie situées dans six communes différentes à la suite (Guéigny, Pougues-les-Eaux, Fourchambault, Varennes-Vauzelles, Saint-Aubin-les-Forges, Murlin), entraînant d'importantes coupures sur les réseaux de télécommunication. De nombreux commerces et entreprises ont ainsi été privés d'internet.

Dans le même ordre d'idée cette fois au niveau des ondes, plusieurs antennes-relais ont flambé depuis un mois : à Saint-Julien-des-landes (Vendée) le 11 décembre, à Bernis (Gard) le 23 décembre le long de l'autoroute et à Casseuil (Gironde) le 24 décembre. Comme l'affirmait déjà le texte publié dans ce bulletin le mois dernier à propos de la possibilité d'apporter des contributions *non consentuelles*, « *nous ne pensons pas que cela aille immédiatement dans le sens d'une lutte embourbée dans les cages technologiques. Et alors ?* »



Saisir l'occasion est avant tout une question d'idées et de perspectives autonomes, qu'il faut au moins minimalement avoir développées avant que n'éclate un mouvement social de ce type, mais c'est également une question de regard et d'analyse sur ce qui nous environne. Car notre agir n'est jamais totalement séparé de la guerre sociale en cours. Alors, à moins qu'on pense que le jeu n'en vaille pas la chandelle, n'y a-t-il vraiment aucune possibilité dans le jeu subversif du à *chacun le sien* ? Un peu d'imagination, que diable...



A côté de ce type d'émeutes [novembre 2005 en France et 2011 à Londres], on peut également s'attendre à ce que des milliers, voire des millions de gens descendent dans la rue pour dire leur « non » ensemble, comme on l'a vu dans les premiers pays touchés par les mesures qui accompagnent les restructurations.

C'est un « non » hétérogène qui n'exprime certes pas le désir d'un changement radical, mais plutôt la demande de préserver le statu quo antérieur. Aujourd'hui, au moment du démantèlement des restes de l'État social dans l'espace européen, au moment où la grippe financière des États augure une gestion plus drastique et une exploitation plus intense, c'est aussi toute une espérance progressiste qui s'écroule. Si on voit clairement que ces mouvements ont un pied dans l'intégration (dans leur recherche d'un nouveau compromis démocratique), et un pied dans la révolte, quelle intervention anarchiste peut-on envisager ? Sachant que des tentatives de radicalisation de l'intérieur nous plongeraient dans la logique du petit à petit, et si la question n'est pas d'accompagner ces mouvements d'une présence radicale, comment « approfondir le désordre » ? En quelque sorte, comment faire dérailler ces mouvements de leur voie réformiste pour tenter l'inconnu insurrectionnel ?

Extrait de l'invitation à la *Rencontre anarchiste internationale* de Zurich (10-13 novembre 2012)



LE COFFRE AUX PERLES

Le coup de (la) masse

Lu dans *Jaune* n°1 de janvier 2019, rien moins que « le journal pour gagner » : « Soyons vigilants sur la fuite en avant activiste. Confrontés à la répression, on se capte par équipes qui se connaissent et se font confiance, se rencardent avec d'autres équipes, montent sur des gros coups. C'est utile ! Mais en lien avec le mouvement. Pour cela, l'assemblée de masse est nécessaire. Car si la répression rend important les protocoles de sécurité, la pensée du choix global des cibles et des formes d'actions doit être partagée par le mouvement dans son ensemble. » Le voilà bien, l'éternel refrain qui ne pouvait manquer à l'appel !

Tout en pouvant apprécier quelques points soulevés dans ce journal très enthousiasmé par le mouvement en cours (ça change en tout cas du nombre de litanies ennuyeuses sur la « composition interne et les propos des gilets jaunes » venant de l'extrême-gauche ou d'anarchistes), on le sentait quand même venir ce coup là, en lisant phrase après phrase. Un premier « masse » par ci, un deuxième « nous sommes masse » par là, un troisième « les » prolos, et voilà qu'on y arrive enfin : l'assemblée (de « masse » bien entendu) doit décider ou entériner ce que les petits aventuriers peuvent éventuellement aller cibler. Soyez vigilants, ô membres de la Sainte-assemblée, soyez vigilants, et surtout pas de fuite en avant.

C'est drôle (ou pas), on commençait justement à avoir l'impression que la prise trop souvent exercée par ces fameuses « assemblées de mouvement » sur la lutte n'était pas si forte ces dernières semaines, comme en témoignent

les centaines d'actions directes entreprises. Ou est-ce que ce sont les assemblées qui ont décidé qu'il fallait saboter des chemins de fer, abattre des relais téléphoniques, brûler des bureaux des impôts, saccager et piller des commerces ? Peut-être dans certains cas comme les péages... mais il est aussi possible (ah, ces anarchistes incrédules !) qu'il existe tout bonnement des individus qui prennent leur envol et font ce qu'il leur paraît juste et intéressant de faire. Qui sait, chers camarades ?

« *Hop hop, on est chauds* » dites-vous. Bien, nous aussi, mais pour pousser le plus loin possible les hostilités – certainement pas pour les enfermer dans des assemblées ou les laisser être gérées par quiconque, et encore moins par l'entité fantomatique que vous nommez « *la masse* ».

Brochette de pompiers

Depuis que le magazine culturel des matins chagrins avait osé publier « *en exclusivité* » la prose de Marcel Campion, exploiteur mafieux proche de pontes du FN, en l'invitant à rejoindre le cortège de tête de septembre 2017, on pouvait s'attendre à tout de la part des autoritaires trop visibles. Notamment en matière de racket politique sur un mouvement de lutte.

Ce ne fut donc pas une réelle surprise de découvrir dans l'édition du lundi 14 janvier une pétition à signer en faveur de « *l'amnistie des Gilets Jaunes* ». Rien ne manque d'ailleurs dans le misérabiliste exposé des motifs, en continuité avec la grrrande tradition pétitionnaire de gôche, forte de l'arrogance institutionnelle de la plupart de ses premiers signataires : ni les « *brutalités policières indignes d'une démocratie* », ni l'innocentisme mensonger sur cette centaine d'incarcérés qui ne voulaient en aucun cas en « *découdre avec les forces de l'ordre* », ni « *l'honneur de la France* », ni l'apologie du « *casier vierge* » ou de la « *protestation pacifique* », et pas même le rôle de conseiller du prince en promettant à l'État un début d' « *apaisement* » de la situation en cas de satisfaction de la pétition.

Toute demande d'amnistie à l'État contient en soi le principe d'une reconnaissance de sa propre défaite, en proposant de décréter la fin des hostilités au nom de tous, contre les bonnes grâces du maître. En ce sens, une demande d'amnistie est l'exact contraire d'obtenir la libération des prisonniers de façon autonome au moyen d'une *intensification* des hostilités, contraignant soit le pouvoir à en relâcher de lui-même pour tenter de faire baisser la pression, soit en parvenant à le faire directement nous-mêmes. Demander ce genre d'amnistie préventive, c'est donc non seulement parier sur un écrasement du mouvement de lutte, mais c'est aussi créer une séparation au sein de la guerre sociale entre les bons condamnés du mouvement et tous les autres incarcérés, ces mauvais garçons qui ont eu l'impudence d'agir avant lui ou hors de son cadre revendicatif collectif.

De fait, la belle brochette de pompiers qui l'a signée ne s'en cache pas, en se proposant la veille même de la Consultation nationale de trois mois instaurée par Macron, de calmer les foules contre « *une réponse enfin politique, et pas seulement sécuritaire et judiciaire* » à la lutte. Relisez bien ce bout de phrase : tout est dans le « *pas seulement* », qui inclut de fait une reconnaissance de la légitimité de la violence policière et carcérale.

Et devinez-quoi, qui retrouve-t-on parmi les courageux qui se dévouent pour essayer de contrôler l'incendie en cours, entre une universitaire et un élu politique, entre un artiste et un syndicaliste, sans compter les très très progressistes petits chefs autoproclamés des gilets jaunes Eric Drouet et Maxime Nicolle ? Un certain Mathieu Burnel, qui signe là comme dans ses tribunes de presse : « *ex-inculpé dans l'affaire Tarnac* ».

Entre finir conseiller municipal en Corrèze comme son ex co-inculpé Benjamin Roux, ou devenir pompier volontaire de tout un pays, y a pas photo. Surtout quand c'est rien moins que « *l'honneur de la France* » qui est en jeu. ■

| Fermer le clapet |

Quelques réflexions après la lecture d'une « nouvelle approche à la culture de la sécurité »

Initialement sans attirer davantage mon attention, un texte pourtant assez curieux est apparu en avril 2018 sur un site de langue anglaise. Un parmi tant d'autres dans le flux ininterrompu du grand réseau, me disais-je, où de toute façon les conneries sont débitées à volonté et à prix libre. Mais à ma grande surprise, cet automne je vis réapparaître ce même texte sur maints nouveaux sites anarchistes. Non seulement en anglais, mais aussi traduit en français, italien, espagnol, etc... J'ai alors pensé, bienveillant, « *sans doute me suis-je trompé, ce texte doit bien apporter quelque chose, si d'autres compagnons tiennent tant à le faire circuler* ». Ainsi j'ai lu, pour de vrai cette fois-ci, ces deux pages reprises et traduites par des compagnons un peu partout. Et on peut dire que c'est plutôt significatif de ce qu'une partie du mouvement anarchiste est devenu aujourd'hui, en réfléchissant plus à comment s'adapter aux nuisances technologiques que à comment s'en débarrasser.

Je vous parle de ce texte qui porte comme titre une phrase si évocatrice qu'on la dirait directement extraite d'une publicité pour un projet domotique de maison connectée, dans le style *Alexa* (l'intelligence artificielle d'*Amazon* qui permet de commander les objets avec la voix) : « *Ne jamais éteindre son téléphone* ». Un texte qui se veut aussi rien moins qu'« *une nouvelle approche à la culture de la sécurité* » (cette phrase-là semble par contre plutôt extraite du dernier discours d'un quelconque chef de l'antiterrorisme). L'au-

teur(e) nous y explique sommairement et en restant ouvert à tout « *complément* », que vu que « *nous* » utilisons « *tous* » en permanence des *smartphone*, et que comme ces derniers récoltent plein de données (non seulement d'interception mais aussi sur où nous nous trouvons, etc. lorsqu'il est effleuré par une main désireuse d'interactions – ce que l'auteur réunit à juste titre sous le terme de « *métadonnées* »), il ne faudrait surtout pas provoquer d'anomalies susceptibles d'attirer l'attention. Et donc *Ne jamais éteindre son téléphone*. Passons d'emblée sur le fait que les anarchistes sont déjà une anomalie en soi qui attire inévitablement l'attention, et que c'est de là que devrait en réalité partir toute réflexion critique sur la répression (y compris en matière d'incognito ou de clandestinité, lorsqu'on tente d'échapper, d'une façon ou d'une autre, au fichage). Car à l'inverse d'un questionnement sur comment sortir et briser les cages technologiques, la proposition de l'auteur(e) revient, involontairement ou pas, à les accepter. Vu qu'on est dedans, mieux vaut alors se comporter comme n'importe quelle bête enfermée, n'est-ce pas ? C'est-à-dire utiliser les réseaux sociaux pour se faire des amis, twitter sa haine du monde ou accepter d'être harcelé en permanence par son patron (ou par son partenaire, ses amis)... Surtout *n'éteignez jamais votre téléphone* ! Ce genre de petits désagréments n'ont pourtant pas échappés à l'auteur(e), qui nous met alors en garde que de toute façon « *ne pas utiliser son smartphone de manière générale et abandonner toute activité sociale sur internet – cela demande*

une motivation sérieuse. » Et vu que ça c'est du lourd, que c'est du « sérieux » bien au-delà de toute possibilité humaine, le texte nous suggère à la place une alternative légère comme la résignation : « *Connaître votre modèle de données et s'assurer qu'il apparaisse ordinaire est plus facile.* ». Trop facile, non ?

Mais combien de choses suis-je prêt à accepter de la sorte ? Combien de barreaux supplémentaires à notre cage de verre nous faudra-t-il encore cautionner ? Bien sûr, cela demande une « *motivation sérieuse* » de refuser, ou en tout cas de limiter drastiquement, l'usage des outils de contrôle mis en place par le pouvoir comme le smartphone. Et ce n'est d'ailleurs pas pour rien. La domination – toujours plus réalisée à travers les technologies – ne tombe pas du ciel, c'est un *projet du pouvoir*, un projet qui est imposé aux sujets autant de force que par adhésion. Un projet destiné à détruire, ou sinon à limiter, la possibilité de la liberté une et entière. Il n'est donc pas « *facile* » de s'y soustraire, et désolé pour ceux qui pensaient que tout n'était que grande fête et explosions de joie. C'est vrai que cela demande nécessairement des efforts, et même du « *sérieux* ». Un peu comme la volonté de subvertir ce monde d'autorité, en somme, plutôt que de s'y adapter et se faire engloutir par lui.



« *Mais qu'est-ce qu'il râle encore celui-là ?* », pourraient se dire les quelques lecteurs de ce bulletin. « *Et lui, qu'est-ce qu'il propose alors de mieux que d'utiliser de manière intelligente et consciente la si facile technologie ?* » Tout d'abord, je m'en excuse d'avance, mais pour des conseils techniques détaillés, il faudrait aller voir ailleurs. C'est-à-dire, au fond de vous-mêmes, de votre propre expérience et de votre intelligence. La seule chose

que je propose, c'est de ne pas partir d'un terrain *déjà balisé* : l'utilisation du smartphone ne devrait en aucun cas être généralisé parmi nous. Si vous trouvez que cela fait « vieux jeu » comme le prétend ce texte en posant, en deux phrases, ce qu'aurait été la « *culture de sécurité* » des années 80 puis des années 90 (dont la description édifiante ressemble à un manuel abrégé pour activistes édité par *Greenpeace*), ne comptez pas sur moi. *Je ne mange pas de ce pain-là.* Je ne marche pas dans une « *utilisation* » plus « *smart* » de « *mes* » métadonnées récoltées par un objet qui m'est imposé par la domination, je leur ferme le clapet. Je ne marche pas dans l'apologie des « *messages cryptés* » par des ordinateurs qui restent toujours des objets développés et imposés par la domination (dont il faut se défier avec ou sans cryptage, et qui sont à détruire avec le reste). Je ne veux pas de logiciels « *plus libres* », car il ne peut rien y avoir de libre dans le monde numérique. Je refuse la place énorme que prennent les communications numériques dans les rapports et les échanges, en lui préférant ce bon vieux face à face humain comme les moments non médiés de solitude. Et je refuse surtout la mentalité que ces objets, ce monde technologique, produisent à grande échelle : *une mentalité de flexibilité, de présence permanente, de changements de dernière minute, d'incapacité à tenir sa parole, d'incapacité à soutenir une conversation quelque peu « sérieuse » qui dure plus de dix minutes.* Est-ce que je suis « *vieux* », « *obsolète* », « *dépassé* » ? Est-ce que je ne comprends « *plus rien* » ? Pourquoi pas, mais je pense que sans toutes ces prothèses je pourrais encore suffisamment comprendre ce monde pour savoir où il est possible de l'attaquer, et je crois pouvoir puiser assez d'expériences pratiques (d'autres humains comme de la mienne) et de réflexions analytiques pour avoir quelques petites idées sur comment élu-

der la surveillance sans avoir à m'encombrer d'un smartphone *qu'il ne faudrait en plus jamais éteindre.*



Cela m'a également fait venir à l'esprit une autre réflexion (que, soyons clairs, je n'adresse pas à l'auteur(e) de ce texte) qui pourrait donner lieu à de longues méditations douloureuses et amères. Savez-vous que dans l'histoire – à part les quelques-uns pris en flagrant délit –, une très grande partie d'anarchistes qui ont purgé d'importantes peines pour des délits spécifiques (des attaques notamment), ont été condamnés sur une base bien autre que celle de la simple surveillance, au sens classique du terme. Ils et elles ont été condamnés soit parce que des proches à eux bavardaient trop (les bavardages, ragots, vantardises et bêtises arrivent assez facilement aux oreilles des pandores, je vous le garantis), soit parce qu'eux mêmes bavardaient trop, mais surtout, parce que des gens autour d'eux se sont mis à balancer pour gagner un pauvre pécule, échapper à une condamnation ou alléger la pression des flics (notamment en cas d'une certaine fragilité liée à des addictions ou des traumatismes...). Et sinon, il y existe toujours cette race vile et infâme des mouchards et des indicateurs qui se nichent assez facilement dans des milieux où ça parle beaucoup pour ne rien dire, où ça cause hors de propos, où les idées sont retenues moins importantes que la posture et les bons rapports entre les uns et les autres. Oui, chers compagnons, de nombreux anarchistes sont tombés non pas parce qu'ils avaient fait des erreurs, disons, opérationnelles, non parce qu'ils ne savaient pas éluder la surveillance, non parce qu'ils ont fait l'objet d'un « montage » associatif quelconque (à la mode depuis toujours, « l'association des malfaiteurs » est la condamnation la

plus facilement obtenue par les ennemis déclarés de l'État), mais parce qu'ils ont été balancés ou trahis. Par des parents ou par des amis, par des compagnons en détresse ou par des « ennemis politiques » – ou piégés par les mouchards et les indicateurs qui restent une très importante source de renseignements, y compris à cette époque de communications numériques totalement contrôlées.

Pour finir, au-delà de son contenu, j'aimerais dire quelque chose sur les propres « métadonnées » de ce texte. Cela en dit long qu'il ait été repris et traduit par de nombreux sites anarchistes. Cela en dit long sur l'importance que les smartphones, internet et la communication numérique ont pris dans la vie, non seulement des « gens », mais aussi des anarchistes. Sans surprise. En fin de compte, nous sommes aussi des exploités parmi d'autres, donc aussi un reflet de ce qu'est la société d'aujourd'hui avec tout ce qu'elle véhicule de détestable. En fin de compte, l'auteur a peut-être eu raison de partir de là : la réalité de l'anarchiste accroché à son smartphone, en train d'envoyer des messages (cryptés ou non, on s'en fout), de révolte comme d'amitié, au monde et à ses potes. Mais, et ce n'est pas une nouveauté, peut-être que dans ce cas le premier pas en matière de « sécurité » consiste d'abord à mettre en miettes une telle réalité. Au fond, briser les cages technologiques n'est pas une proposition qui ne s'adresse qu'aux « autres », mais aussi à nous. Après, on pourra commencer à réfléchir sur comment il est possible d'élucider la surveillance des fins limiers de l'État.



| Cours ! Cours ! |

Cours, rebelle, cours ! Brise les chaînes qui te retiennent encore, dégage ceux qui veulent te freiner, ne tend l'oreille à aucun pompier politique ni à aucun chef charismatique !

Cours, cours, laisse ce monde derrière toi, avance avec le feu ardent dans ta poitrine. Saccage, brûle et ravage tout ce qui respire l'esclavage et l'oppression.

Cours, avant que le monde ne te rattrape et que tout ne rentre à nouveau dans l'ordre.

N'obéis plus jamais, ne t'incline plus jamais, ne t'agenouilles plus jamais.

La rébellion est ce qu'il y a de plus exquis, de plus beau, de plus fort dans la vie ! Elle est la vie. Débarrasse-toi enfin de toute croyance que le pouvoir, n'importe quel pouvoir, ici bas comme là-haut pourrait te rendre libre un jour. Vite, hâte-toi de te débarrasser du chef, du patron et du politicien.

Ne t'attache à rien sauf à toi-même, refoule sous tes pieds tous les drapeaux et tous les insignes, brûle les ponts avec un monde qui ne te propose qu'une vie insipide, triste et routinière.

Et si demain nous ne pouvons pas, pas encore, construire un monde totalement différent, un monde débarrassé de tout pouvoir, cela n'empêche pas de s'atteler dès aujourd'hui à la destruction de celui-ci.

Car d'abord, rebelle exquis, il te faut détruire. Détruire, non pas pour revendiquer une amélioration ; détruire, non pas pour mieux négocier avec l'ennemi ; mais détruire pour raser du sol de cette terre tout ce qui a transformé ce monde en prison à ciel ouvert, faire disparaître tous ceux qui en sont devenus les maîtres et les dirigeants.

Plus de fausse pitié, depuis des siècles les puissants remplissent des lacs de sang dans la caverne des massacres. Et si le sang doit couler, que ce soit au moins le leur. Que ce soit

celui des fomenteurs de guerres, des employeurs de la planète, des esclavagistes de la production, des justificateurs de l'abominable progrès de la société humaine vers le néant, des trafiquants de mensonges.

Individuellement nous courons aux assauts qui nous appellent ! Il n'y a rien à sauvegarder, il n'y a que la liberté à conquérir. La vraie liberté, la liberté totale, douce et rude, violente et chaleureuse.

Jette ton huile sur le feu, attaque, brûle, saccage, mord ! En tant pis si les autres ne sont pas d'accord, s'ils veulent encore attendre, s'ils reculent devant la confusion qui s'est emparée de la plupart de nos contemporains, s'ils s'affaissent dans l'inertie. Nous continuerons notre œuvre pour corroder les fausses idées, pour frapper l'opresseur et fustiger l'esclave qui ne veut pas couper la laisse qui le retient.

Et où sont nos compagnons ? Où sont les héros de la liberté sans mesure ? Où sont les annonciateurs de la mort de l'État ? Nous saurons nous reconnaître, nous saurons nous trouver quand l'occasion se présentera et que la nécessité se fera sentir. Par la multiplication de petits groupes affinitaires, par la coordination de ceux qui n'ont plus de temps à perdre, qui agissent en partant de leurs propres perspectives. Dans la mêlée bruyante ou dans la douce solitude des nuits obscures, mais toujours avec le regard rivé sur l'ennemi.

La révolte se lève – mais elle ne nous suffira pas. Il nous faut l'insurrection – une insurrection qu'on peut précipiter, et surtout, surtout, pousser le plus loin possible, vers la destruction du pouvoir et la subversion des rapports sociaux. La révolution sociale est encore loin, très loin – mais cela ne nous empêchera pas d'agir dès maintenant, avec l'amour au cœur pour l'anarchie et nos mains fermes sur nos armes de toujours.

Mort à l'État, vive l'anarchie !